

GÉNÉRALITÉS

Méthode de la science
du droit administratif

CONTENTIEUX

Dommages-intérêts pour
citation abusive

DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

La responsabilité des
prestataires des services
d'investissement

DROITS ET LIBERTÉS

Le Conseil d'Etat
et la protection
communautaire
des droits fondamentaux

La présence des femmes
au sein des hautes
juridictions

Actes de gouvernement
et droit au juge

RESPONSABILITÉ

Décision juridictionnelle
violant manifestement
le droit communautaire

DOSSIER

Les documents d'urbanisme
à l'épreuve de l'évaluation
environnementale

DROIT COMMUNAUTAIRE

L'appareil d'État et l'organisation
de la présidence française
de l'Union européenne

FINANCES PUBLIQUES

La neutralisation des distorsions de concurrence
devant le juge fiscal

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

Le contentieux administratif espagnol

CHRONIQUES

Droit public financier

Cour européenne des droits
de l'homme

Droit international

DIRECTION

Directeurs :
Franck Moderne et Pierre Delvolvé

Secrétaire général :
Dominique Pouyau
Professeur à l'Université
Paris Descartes (Paris 5)

Secrétaire général adjoint :
Coralie Mayeur-Carpentier
Docteur en droit de l'Université
Paris Descartes (Paris 5)

31-35, rue Froidevaux,
75685 Paris cedex 14
E-mail : rfda@dalloz.fr

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

ÉDITION

Directeur éditorial :
Philippe Weiss
Secrétaire d'édition :
Sébastien Prévost
Tél. rédaction : 01 40 64 53 49
Fax : 01 40 64 54 66
E-mail : s.prevost@dalloz.fr

MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable : Véronique Prugnaud
Marketing : Christelle Gendraud

ABONNEMENT

Relations clients : Marie-Hélène Tylman

Revue bimestrielle (6 numéros par an)
80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex
Tél. : 0820800017 (0,12 € TTC/mn)
Fax : 01 41 48 47 92

Prix de l'abonnement 2008 (1 an) :
France 190 €
Étranger 208 €
Prix au numéro 43 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme
au capital de 3956040 euros
Siège social :
31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e
RCS Paris 572 195 550
Siret 572 195 550 00098
Code APE 221A
TVA FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1008 T 83763
ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE
11 bd Sébastopol - Paris 1^{er}
Dépôt légal : Septembre 2008
N° 465549P

CORTE SUPREMA
BIBLIOTECA

SIG TOPOGRAFICA

INVENTARIO

2-100

148296

24^e ANNÉE - BIMESTRIELLE



DOSSIER

629

Les documents d'urbanisme à l'épreuve de l'évaluation environnementale

Droit de l'urbanisme et droit de l'environnement

Rapport introductif
par Jean-Pierre FERRAND 629

L'évaluation environnementale et le droit de l'urbanisme : perspective comparative

par Jean-Pierre LEBRETON 633

Évaluation environnementale des documents d'urbanisme : entre enjeux et méthodes

par Bernard DROBENKO 640

L'encadrement juridique : fondements et objectifs du droit européen

par Francis HAUMONT 649

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme français

par Virginie GAUDRON 659

ÉTUDE

667

Principes de base d'une réforme du droit administratif (parties 2 et 3)

Méthode de la science du droit administratif
par Eberhard SCHMIDT-ASSMANN. . 667

RUBRIQUES

689

CONTENTIEUX

Dommages-intérêts pour citation abusive : demande reconventionnelle relevant de la compétence du juge de l'action

Conclusions sur CE, sect., 6 juin 2008, *Conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes de Paris c/ Banon*, req. n° 283141
par Jean-Philippe THIELLAY 689

DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

La responsabilité des prestataires de services d'investissement (l'imputabilité des fautes commises par leurs agents)

Conclusions sur CE 6 juin 2008, *Société Tradition Securities and Futures*, req. n° 299203 et *SA CMC CIC Securities*, req. n° 300619
par Mattias GUYOMAR 699

DROITS ET LIBERTÉS

Le Conseil d'Etat et la protection communautaire des droits fondamentaux

Observations sur l'arrêt *Conseil national des Barreaux* (CE 10 avr. 2008, req. n° 296845)
par Henri LABAYLE, Rostane MEHDI . 711

La présence des femmes au sein des hautes juridictions

A propos de l'avis consultatif de la CEDH sur certaines questions relatives aux listes de candidats présentées en vue de l'élection des juges de la CEDH (12 février 2008)
par Hélène SURREL 721

Actes de gouvernement et droit au juge

A propos de l'arrêt CEDH 14 déc. 2006, *Markovic c/ Italie*, req. n° 1398/03
par Moea VONSY 728

Droit administratif et Convention européenne des droits de l'homme

1. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et droit administratif

par Henri LABAYLE, Frédéric SUDRE. . 737

2. Jurisprudence administrative et convention européenne des droits de l'homme

par Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA, Laurent SERMET 743

RESPONSABILITÉ

La responsabilité de l'Etat du fait du contenu d'une décision juridictionnelle

Conclusions sur CE 18 juin 2008, *M. Gestas*, req. n° 295831
par Catherine DE SALINS 755

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT COMMUNAUTAIRE

L'appareil d'Etat à l'épreuve de l'organisation de la « Présidence française de l'Union européenne »

par Bélig NABLI 763

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT INTERNATIONAL

Actualité législative et réglementaire

par David RUZIÉ 777

Chronique de droit administratif et droit international

par Thomas HAAS, Carlo SANTULLI. 780

DROIT ADMINISTRATIF ET FINANCES PUBLIQUES

La neutralisation des distorsions de concurrence devant le juge fiscal : l'analyse économique, facteur de modernisation du contrôle juridictionnel

par *Grégory MARSON* 785

Chronique de droit public financier

par *Michel LASCOMBE, Xavier*

VANDENDRIESSCHE 795

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

Aperçus sur le contentieux administratif espagnol

par *Gilles PELLISSIER* 825

CONSEIL D'ÉTAT 839

Arrêts et avis récents

1^{er} mai 2008 - 30 juin 2008

par *Philippe TERNEYRE* 839

TABLES 859



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

ÉDITIONS DALLOZ

31-35, rue Froidevaux, 75685 Paris Cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.